

**Convention collective d'arrondissement**  
**IDCC : 1007. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,**  
**CONNEXES ET SIMILAIRES**  
**(Thiers)**  
**(11 avril 1979)**  
(Étendue par arrêté du 16 mai 1980,  
*Journal officiel* du 8 juin 1980)

**AVENANT N° 78 DU 12 MAI 2017**  
**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS**  
**POUR L'ANNÉE 2017**  
NOR : ASET1750578M  
IDCC : 1007

Entre  
UIMM Auvergne

D'une part, et

CGT  
CFDT  
CGT-FO  
CFTC  
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

À compter de l'année 2017, les taux effectifs garantis annuels, établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, sont les suivants :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE pour un horaire de 151,67 heures
I	140	17 764
	145	17 797
	155	17 859
II	170	17 964
	180	18 059
	190	18 172

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE pour un horaire de 151,67 heures
III	215	18606
	225	19268
	240	20305
IV	255	21288
	270	22379
	285	23592
V	305	25283
	335	27636
	365	30458
	395	32618

### **Article 2**

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

### **Article 3**

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

### **Article 4**

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon-d'Auvergne, le 12 mai 2017.

(Suivent les signatures.)